SÉNAT

Session ordinaire de 1916.

COMPTE RENDU IN EXTENSO. — 51^e SÉANCE

Séance du jeudi 14 septembre.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal.
2. — Excuses.
3. — Demande de congé.
4. — Décès de M. Louis Pichon, sénateur du Finistère. — Allocution de M. le président.
5. — Allocution de M. le président.
6. — Communication du Gouvernement.
7. — Dépôt par M. Ribot, ministre des finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'émission d'un emprunt en rentes 5 p. 100.
Lecture de l'exposé des motifs.
Déclaration de l'urgence.
Renvoi à la commission des finances.
8. — Dépôt par M. Ribot, ministre des finances, de deux projets de loi, adoptés par la Chambre des députés :
Le 1^{er}, concernant la régularisation d'un décret portant ouverture de crédits sur l'exercice 1916, au titre du budget annexe des monnaies et médailles ;
Le 2^e, au nom de M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et au sien, étendant aux agents de change la loi du 30 décembre 1911 concernant les chèques barrés.
Renvois des deux projets des loi à la commission des finances.
Dépôt par M. Méline, ministre de l'agriculture, au nom de M. le ministre des finances et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés ayant pour objet de proroger, pour une durée de six ans, la loi du 9 avril 1910 accordant des encouragements à la culture du lin et du chanvre. — Renvoi à la commission des finances.
Dépôt par M. Albert Métin, ministre du travail et de la prévoyance sociale, de trois projets de loi, adoptés par la Chambre des députés :
Le 1^{er}, tendant à l'ajournement des élections des membres de la commission supérieure des caisses d'épargne. — Renvoi à la commission nommée, le 16 mars 1914, relative aux caisses d'épargne ;
Le 2^e, au nom de M. le ministre des travaux publics et de M. le ministre des finances, ayant pour objet d'approuver un avenant aux conventions qui régissent la concession des voies ferrées d'intérêt local de Nîmes à Arles-Trinquetaille et de Bouillargues à Saint-Gilles. — Renvoi à la commission des chemins de fer ;
Le 3^e, au nom de M. le président du conseil, de M. le ministre des affaires étrangères et de M. le ministre des finances, portant ouverture au ministre des affaires étrangères d'un crédit de 450.000 fr. pour achat d'un hôtel diplomatique à Bucarest. — Renvoi à la commission des finances.
9. — Dépôt par M. Henry Bérenger de deux rapports, au nom de la commission de l'armée, sur :
1^o Le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, créant l'emploi d'adjudant indigène pour les militaires indigènes des unités de tirailleurs et de spahis de l'Afrique du Nord, et complétant la loi du 17 juillet 1913 relative aux pensions de ces militaires ;
2^o La proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, étendant aux descendants des originaires des communes de plein exercice du Sénégal les dispositions de la loi militaire du 19 octobre 1916.
Dépôt par M. Gervais d'un rapport, au nom

de la commission des finances, sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés, ratifiant le décret du 14 août 1914, qui a autorisé les gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies à prendre les mesures nécessaires en vue de prévenir l'accaparement des denrées de première nécessité indispensables à l'alimentation et à fixer le prix maximum auquel ces denrées pourront être vendues.

Dépôt par M. Audiffred d'un rapport supplémentaire, au nom de la commission de l'outillage national, sur la proposition de loi de M. Audiffred relative à l'achèvement des ports et des voies navigables.

Dépôt par M. Etienne Flandin d'un rapport sur le projet de loi sur l'immatriculation des bateaux de rivière et l'hypothèque fluviale.

10. — Dépôt par M. Gervais d'un avis de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, créant l'emploi d'adjudant indigène pour les militaires indigènes des unités de tirailleurs et de spahis de l'Afrique du Nord et complétant la loi du 18 juillet 1913 relative aux pensions de ces militaires.

11. — Dépôt par M. Aimond d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'émission d'un emprunt en rentes 5 p. 100.

Discussion fixée à la prochaine séance.

12. — Tirage au sort des bureaux.

13. — 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, complétant et modifiant les articles 2 et 11 de la loi du 14 juillet 1908, relative aux pensions sur la caisse des invalides de la marine, l'article 5 de la loi de finances du 26 juin 1909 et l'article 38 de la loi de finances du 28 décembre 1908, et destiné à établir le régime des pensions des inspecteurs de la navigation maritime et des officiers et maîtres de port.

Déclaration de l'urgence.

Adoption successive des quatre articles et de l'ensemble du projet de loi.

14. — Adoption des deux articles et de l'ensemble de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des députés, tendant à modifier les articles 2 et 3 et à compléter les dispositions transitoires de la loi du 14 juillet 1908, concernant les pensions de la caisse des invalides de la marine.

15. — Ajournement de la 1^{re} délibération sur : 1^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant les allocations aux familles des mobilisés ; 2^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant les cas de recours devant la commission supérieure des allocations.

16. — Règlement de l'ordre du jour.

17. — Congé.

Fixation de la prochaine séance au vendredi 15 septembre.

PRÉSIDENCE DE M. ANTONIN DUBOST

La séance est ouverte à quatre heures.

1. — PROCÈS-VERBAL

M. Amic, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la séance du vendredi 28 juillet.

Le procès-verbal est adopté.

2. — EXCUSES

M. le président. M. Quesnel s'excuse de ne pouvoir assister à la séance de ce jour ni aux séances qui suivront.

M. Chastenot s'excuse également de ne pouvoir assister à la séance d'aujourd'hui.

3. — DEMANDE DE CONGÉ

M. le président. M. Noël demande un congé d'un mois pour raison de santé.

Cette demande est renvoyée à la commission des congés.

4. — COMMUNICATION RELATIVE AU DÉCÈS DE M. LOUIS PICHON, SÉNATEUR DU FINISTÈRE

M. le président. Mes chers collègues, j'ai le regret de vous faire part de la mort de notre excellent collègue, M. Louis Pichon, sénateur du Finistère.

Pichon, élève de l'école polytechnique en 1870, fit la campagne comme sous-lieutenant d'artillerie et participa à la défense de Paris. Il entra ensuite dans le service des ponts et chaussées et parvint au grade d'ingénieur en chef. Il fit à la Chambre des députés en 1897-1898 un court passage, avant de venir en 1900, parmi nous, où il est resté jusqu'à sa mort.

Grand travailleur, il n'était entré dans la politique que pour donner un nouvel aliment à son activité. Il a fait partie de commissions importantes, déposé des propositions de loi très étudiées et pris part à de nombreux débats.

Dédaignant les artifices oratoires et les longs apprêts, il parlait le plus souvent de sa place, en de vibrantes improvisations jaillies d'une conviction qu'on sentait très profonde. Nous l'écoutions toujours avec plaisir et il voyait souvent vos votes sanctionner ses interventions. (*Marques d'approbation.*)

Patriote énergique et clairvoyant, il avait toujours été préoccupé du développement de notre marine militaire dont il était bien placé pour apprécier les besoins. Il est triste qu'il ne lui ait pas été donné d'en suivre jusqu'au bout les victorieux efforts. (*Applaudissements.*)

En votre nom, j'adresse à sa famille l'hommage de nos regrets et de nos bien sincères condoléances. (*Applaudissements unanimes.*)

5. — ALLOCUTION DE M. LE PRÉSIDENT

M. le président. Messieurs, c'est avec une joie patriotique que le Sénat adresse un salut enthousiaste à la Roumanie qui vient de prendre parmi les alliés sa place de combat. (*Applaudissements vifs et répétés.*)

Son cœur l'y appelait, comme le nôtre l'y attendait, et l'Allemagne une fois de plus déçue connaît une fois de plus que les forces morales sont irrésistibles. (*Nouveaux applaudissements.*)

L'armée du droit compte donc un nouveau soldat, la victoire une nouvelle certitude, l'Europe future un nouveau peuple libéré. (*Applaudissements unanimes et prolongés.*)

6. — COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux pour une communication du Gouvernement.

M. René Viviani, garde des sceaux, ministre de la justice. Messieurs, pendant votre absence, deux grands faits se sont produits qui marquent, avec éclat, une nouvelle et décisive étape dans le cours des événements. Deux déclarations de guerre se sont suivies à vingt-quatre heures d'intervalle : l'une de l'Italie à l'Allemagne ; l'autre de la Roumanie à l'Autriche-Hongrie.

Ces deux actes, la France les a accueillis avec une émotion empreinte d'allégresse. Elle en a saisi d'instinct toute la signification en même temps qu'elle en ressentait la noblesse et la beauté.

Ils apportent à la cause sacrée pour laquelle combattent les armées alliées un supplément de force qui, moralement et matériellement, ne contribuera pas peu à hâter la victoire. (*Très bien ! très bien !*)

Dès le mois de mai 1915, l'Italie était ve-

nue se ranger aux côtés des alliés pour résister avec eux à l'entreprise de domination mondiale dont l'odieuse agression des empires centraux contre la Belgique et la France avait révélé le plan.

Elle n'avait pas craint d'aller spontanément à cette guerre terrible qui nous avait été imposée, à nous, et dont elle avait pu déjà apercevoir les horreurs.

Mais il ne lui était pas apparu à cette époque qu'elle dût prendre l'initiative de déclarer la guerre à l'Allemagne avec laquelle elle n'avait pas de frontières communes, contre laquelle elle n'avait pas de griefs propres. Celle-ci l'en a récompensée en multipliant contre ses sujets les vexations de toute nature et en lui faisant une guerre sournoise. Aussi, le jour où l'Italie, accourue pour associer son action à celle des alliés dans les Balkans, a été exposée à trouver devant elle, combattant à visage découvert contre ses soldats, ceux de l'Allemagne qui jusque là avaient porté leurs coups dans l'ombre, elle n'a pas hésité sur ce qu'elle avait à faire. Elle a mis loyalement d'accord le droit avec le fait par l'acte solennel qui a fait apparaître la complète solidarité des alliés engagés tous dans la même guerre contre les mêmes ennemis. (*Marques d'approbation.*)

Ainsi s'affirme une fois de plus, pour être pratiquée chaque jour plus étroitement, l'unité d'action sur un front unique. Les alliés ont mis en commun tous leurs efforts, ils les ont combinés et coordonnés et cette étroite collaboration a déterminé une évolution caractéristique de la guerre. Les empires germaniques se trouvent réduits à la défensive.

L'initiative des opérations militaires leur a échappé.

Des affinités de race, d'éducation, un égal souci du droit, une communauté d'aspirations vers un même idéal de liberté et de justice devaient, le moment venu, ranger le noble pays qu'est la Roumanie sous le même drapeau que les alliés. (*Applaudissements.*) Ce moment, la Roumanie l'a saisi courageusement avec la pleine conscience du rôle qu'il lui appartenait de jouer dans cette guerre, avec la claire vision des intérêts supérieurs qui appelaient son intervention : ceux de la nation roumaine aspirant depuis tant d'années à la délivrance de ses populations opprimées ; ceux de l'humanité tout entière mis en péril par les tentatives d'hégémonie allemande.

La Roumanie, traitreusement attaquée par la Bulgarie, pourra rencontrer sur sa route des difficultés plus grandes, mais elle puisera dans sa propre force, comme dans celle des alliés, le moyen de les surmonter et elle s'acheminera avec eux vers la victoire qui fera d'elle la grande nation qu'elle a la légitime ambition de devenir. (*Nouveaux applaudissements.*)

En étroite solidarité avec les efforts de notre nouvelle alliée, les armées de Salonique rempliront la mission qui leur a été confiée. Déjà, sur ce front comme sur tous les autres, l'action se développe selon les prévisions des états-majors.

Aux côtés des vaillantes troupes anglaises, italiennes, russes et françaises, la glorieuse armée serbe reconstituée, face tournée vers l'ennemi héréditaire, combat avec héroïsme pour la délivrance de la patrie envahie et meurtrie. Sur ce nouveau théâtre d'opérations, l'action des alliés, dressée en travers du rêve oriental des empires centraux, recevra tous les développements nécessaires et les événements suivront dans la péninsule balkanique leur cours inexorable. Après la Turquie, la Bulgarie connaîtra à son tour le danger qu'il y a, pour un pays, à désertir ses amitiés traditionnelles, pour s'asservir aux desseins égoïstes d'une nation sans scrupules. (*Applaudissements.*)

L'invasion de la Macédoine grecque par les Bulgares, qui n'ont rencontré de la part de la Grèce aucune résistance sérieuse, les menées, en ce pays, des agents allemands, de corruption et d'espionnage qui y opéraient impunément, ont amené les alliés à prendre ou à exiger les mesures indispensables à la sécurité de leurs troupes.

Le Gouvernement présidé par M. Zaïmis, à la loyauté duquel il n'est que juste de rendre hommage, nous a accordé les premières satisfactions que nous désirions. Nous espérons que le peuple grec comprendra les raisons et l'objet de notre intervention.

Nous avons été appelés à Salonique pour contribuer à la défense de la Serbie, alliée de la Grèce. Nous y poursuivrons jusqu'au bout l'œuvre pour laquelle il a été fait appel à notre concours. Nous ne saurions, dans ces conditions, laisser compromettre, par les menées de nos ennemis ou de leurs complices, le succès des opérations entreprises par les armées alliées.

Mais, en intervenant de la sorte, nous n'avons pas songé uniquement à la sûreté de nos troupes ; nous avons eu en vue l'intérêt même de la Grèce. Nous avons tenu à remplir, une fois de plus, le rôle traditionnel qui appartient aux puissances protectrices.

Elles entendent sauvegarder le territoire grec et fournir au peuple hellène, menacé par les convoitises de nos ennemis qui sont les siens, l'aide qui lui est indispensable pour préserver son indépendance.

Les développements de la guerre sur les différents théâtres d'opérations montrent que les alliés ont pris désormais sur l'ennemi un ascendant que la coordination soutenue de leurs efforts ne peut qu'accroître. Dès à présent, elle est arrivée à un point, elle a produit des résultats qui nous permettent d'envisager l'avenir avec une confiance absolue : les victoires éclatantes des glorieuses armées russes et italiennes, celles des magnifiques soldats, anglais et français, qui combattent sur notre front, nous donnent le droit de concevoir toutes les espérances.

L'heure des réparations approche pour les individus comme pour les peuples sur lesquels s'est abattue l'agression germanique.

Dans cet instant, nos pensées et nos cœurs se tournent vers les populations de nos territoires envahis. (*Vifs applaudissements.*) Les pires traitements leur ont été infligés par un ennemi qui ne connaît, dans l'exercice de la force, ni limites ni lois d'aucune sorte.

C'est avec une douloureuse indignation que nous avons appris, entre tant d'autres excès, les déportations en masse d'habitants de plusieurs communes du département du Nord. Nos ennemis, ne pouvant contester la matérialité de ces faits contraires à toutes les règles les plus élémentaires du droit des gens, ont tenté de les justifier en invoquant l'intérêt même des populations et la nécessité d'assurer leur subsistance. (*Mouvement d'indignation.*) Ils ont omis de dire qu'ils avaient commencé par réduire nos compatriotes à la famine en les dépouillant contre tous droits des récoltes de leurs terres. Il nous a paru qu'en attendant le moment où ces actes criminels recevront leur sanction (*Très bien ! très bien ! et applaudissements.*) il convenait de les faire constater publiquement, en quelque sorte contradictoirement, par le monde civilisé. Dès que nous avons eu réuni les éléments de preuve nécessaires, nous les avons placés sous les yeux des gouvernements des Etats neutres et la conscience universelle a été saisie ainsi de ces for-

faits déshonorants pour ceux qui les ont commis.

Quelque confiants que nous soyons dans l'issue désormais certaine de la guerre, nous ne devons pas nous laisser aller à un excès d'optimisme. Il nous serait funeste s'il devait ralentir notre activité sous le prétexte que la victoire ne peut plus nous échapper. (*Applaudissements*) Envisageons froidement la vérité : l'ennemi est encore puissant ; il se défendra avec acharnement et jusqu'au bout ; il ne peut succomber que sous des coups répétés. Rien ne doit donc être négligé pour en avoir raison. (*Très bien ! très bien !*) Nous devons redoubler d'efforts, nous appliquer plus que jamais à mettre en œuvre toutes les ressources du pays, à fournir tous les moyens de vaincre à nos armées dont nous confondons les chefs et les soldats dans une même admiration, dans une même gratitude pour l'héroïsme et l'abnégation qu'ils n'ont cessé de mettre au service de la patrie. (*Applaudissements répétés.*)

C'est là l'œuvre commune du Gouvernement et du Parlement ; elle sollicite toutes nos énergies. Par les résultats qu'elle a déjà donnés dans le passé, la collaboration des élus du pays et des hommes qui, sous votre contrôle, ont la charge du pouvoir dans ces heures graves, a montré ce dont elle est capable. Rendons-la plus intime encore ; qu'elle soit incessante pour le bien de la France. Ainsi nous répondrons au vœu ardent et profond de cet admirable pays qui, depuis le début de cette guerre, à tous les instants, même les plus tragiques, les plus angoissants, n'a pas cessé, par la noblesse et la fermeté de son attitude, de se montrer digne de ses héros, des grands vainqueurs de la Marne, de l'Yser, de Verdun et de la Picardie. (*Nouveaux applaudissements.*)

La tâche qui nous reste à accomplir est rude. Si lourde qu'elle soit, nous saurons la mener à bien par l'association de nos efforts et avec le concours de toutes les bonnes volontés dont la France est si riche. L'union de toutes les forces vives du pays est la condition essentielle du succès ; c'est elle qui nous mènera au but : la paix par la victoire, une paix solide et durable, garantie contre tout retour de violence par des sanctions internationales appropriées. (*Applaudissements vifs et répétés.*)

7. — DÉPÔT DE PROJET DE LOI. — DÉCLARATION DE L'URGENCE

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances pour le dépôt d'un projet de loi pour lequel il demande au Sénat de déclarer l'urgence.

M. Ribot, ministre des finances. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'émission d'un emprunt en rentes 5 p. 100.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de l'exposé des motifs.

M. le ministre. Messieurs, le Gouvernement a déposé, le 12 septembre 1915, un projet de loi autorisant l'émission d'un nouvel emprunt en rentes 5 p. 100. Ce projet, adopté sans modification par la Chambre des députés, est soumis aujourd'hui aux délibérations du Sénat. Nous n'avons rien à ajouter aux explications fournies dans l'exposé des motifs qui accompagnait le projet de loi.

M. le président. Je mets aux voix la déclaration d'urgence. (*L'urgence est déclarée.*)

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances. Il sera imprimé et distribué.

8. — DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. Ribot, ministre des finances. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant la régularisation d'un décret portant ouverture de crédits sur l'exercice 1916, au titre du budget annexe des monnaies et médailles.

J'ai l'honneur de déposer également sur le bureau du Sénat au nom de M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et au mien, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, étendant aux agents de change la loi du 30 décembre 1911 concernant les chèques barrés.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, les projets de loi sont renvoyés à la commission des finances. (Assentiment.)

Ils seront imprimés et distribués.

La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. Jules Méline, ministre de l'agriculture. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre des finances et au mien, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, ayant pour objet de proroger, pour une durée de six ans, la loi du 9 avril 1910 accordant des encouragements à la culture du lin et du chanvre.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances.

Il sera imprimé et distribué.

La parole est à M. le ministre du travail.

M. Albert Métin, ministre du travail et de la prévoyance sociale. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'ajournement des élections des membres de la commission supérieure des caisses d'épargne.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, le projet de loi est renvoyé à la commission, nommée le 16 mars 1914, relative aux caisses d'épargne. (Adhésion.)

Il sera imprimé et distribué.

M. le ministre. J'ai l'honneur également de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre des travaux publics et de M. le ministre des finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver un avenant aux conventions qui régissent la concession des voies ferrées d'intérêt local de Nîmes à Arles - Trinquetaille et de Bouillargues à Saint-Gilles.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des chemins de fer. Il sera imprimé et distribué.

M. le ministre. J'ai enfin l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères et de M. le ministre des finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture au ministre des affaires étrangères d'un crédit de 450,000 fr. pour achat d'un hôtel diplomatique à Bucarest.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances. Il sera imprimé et distribué.

9. — DÉPÔT DE RAPPORTS

M. le président. La parole est à M. Henry Bérenger.

M. Henry Bérenger. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat deux rapports faits au nom de la commission de l'armée chargée d'examiner :

1^o le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, créant l'emploi d'adjudant indigène pour les militaires indigènes des unités de tirailleurs et de spahis de l'Afrique du Nord et complétant la loi du 17 juillet 1913 relative aux pensions de ces militaires ;

2^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, étendant aux descendants des originaires des communes de plein exercice du Sénégal les dispositions de la loi militaire du 19 octobre 1915.

M. le président. La parole est à M. Gervais.

M. Gervais. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ratifiant le décret du 14 août 1914 qui a autorisé les gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies à prendre les mesures nécessaires en vue de prévenir l'accaparement des denrées de première nécessité indispensables à l'alimentation et à fixer le prix maximum auquel ces denrées pourront être vendues.

M. le président. La parole est à M. Audiffred.

M. Audiffred. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport supplémentaire fait au nom de la commission de l'outillage national chargée d'examiner la proposition de loi de M. Audiffred relative à l'achèvement des ports et des voies navigables.

M. le président. La parole est à M. Flandin.

M. Etienne Flandin. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi sur l'immatriculation des bateaux de rivière et l'hypothèque fluviale.

M. le président. Les rapports seront imprimés et distribués.

10. — DÉPÔT D'UN AVIS

M. le président. La parole est à M. Gervais.

M. Gervais. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un avis présenté au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, créant l'emploi d'adjudant indigène pour les militaires indigènes des unités de tirailleurs et de spahis de l'Afrique du Nord et complétant la loi du 18 juillet 1913 relative aux pensions de ces militaires.

M. le président. L'avis sera imprimé et distribué.

11. — DÉPÔT D'UN RAPPORT SUR LE PROJET DE LOI RELATIF A L'EMPRUNT. — INSCRIPTION A L'ORDRE DU JOUR DE LA PROCHAINE SÉANCE

M. le président. La parole est à M. Aimond, pour le dépôt d'un rapport.

M. Aimond, rapporteur général de la commission des finances. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'émission d'un emprunt en rentes 5 p. 100.

M. le président. La commission demande

que la discussion immédiate soit ordonnée afin qu'elle soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine séance.

Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate pour la prochaine séance, qui est demandée par vingt de nos collègues dont voici les noms :

MM. Tournon, de Selves, Millès-Lacroix, Bérard, Peytral, Aimond, Amic, Jeanneney, Peyronnet, Trouillot, Beauvisage, Boudenoit, Cornet, Petitjean, Chautemps, Gervais, Gérard, Lhopiteau, Doumer et Astier.

Il n'y a pas d'opposition?...

La discussion immédiate est prononcée. — L'inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance est également ordonnée.

12. — TIRAGE AU SORT DES BUREAUX

M. le président. L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux.

(Il est procédé à cette opération.)

13. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI RELATIF AU RÉGIME DES PENSIONS DES INSPECTEURS DE LA NAVIGATION MARITIME ET DES OFFICIERS ET MAÎTRES DE PORT

M. le président. L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, complétant et modifiant les articles 2 et 11 de la loi du 14 juillet 1908, relative aux pensions sur la caisse des Invalides de la marine, l'article 5 de la loi de finances du 26 juin 1909 et l'article 38 de la loi de finances du 28 décembre 1903, et destiné à établir le régime des pensions des inspecteurs de la navigation maritime et des officiers et maîtres de port.

M. Riotteau, rapporteur. J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec le Gouvernement, de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par la commission, d'accord avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition?...

L'urgence est déclarée.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi. (Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — L'article 2, alinéa 3^o, de la loi du 14 juillet 1908 est modifié ainsi qu'il suit :

« 3^o Jusqu'à concurrence de dix ans, les services conduisant à une pension sur le Trésor, accomplis dans un personnel civil de la marine ou dans le service des ports de commerce et des phares. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. — « Art. 2. — Les deux premiers alinéas de l'article 11 de la même loi sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les inscrits maritimes réunissant au moins cent quatre-vingts mois de services prévus aux articles 2, 3 et 4, dont au moins cent sur des bâtiments de commerce, de plaisance ou de pêche qui, en raison d'infirmités évidentes reconnues, se trouvent dans l'impossibilité définitive de naviguer (ou qui sont appelés aux fonctions, soit d'inspecteur de la navigation maritime, soit d'officier ou de maître de port), ont droit à une pension proportionnelle dont le taux est fixé par chaque mois de service admis dans la liquidation de la pension à raison de 1/300^e de la pension en-

tière minimum, augmentée, s'il y a lieu, des suppléments et majoration prévus par les paragraphes 4, 5 et 6 de l'article 6.

« Si la pension proportionnelle est demandée au titre des infirmités, l'état des intéressés est constaté par la commission spéciale prévue à l'article 1^{er}.

« La pension proportionnelle liquidée au titre de la nomination aux fonctions d'inspecteur de la navigation ou d'officier et maître de port est supprimée à l'expiration des dites fonctions, si le titulaire, hors le cas d'invalidité physique, ne justifie pas à ce moment de cinquante ans d'âge et de trois cents mois au moins de services, y compris ceux qui ont donné lieu à la concession de la pension proportionnelle. L'intéressé est alors replacé, au point de vue des droits éventuels à une pension sur la caisse des invalides, dans la situation où il se trouvait avant d'être nommé à l'emploi d'inspecteur, ou d'officier ou maître de port. » — (Adopté).

« Art. 3. — A titre transitoire, les inspecteurs de la navigation maritime et les officiers et maîtres de port, nommés postérieurement au 1^{er} janvier 1909, en fonctions à la date de la promulgation de la présente loi, pourront prétendre à une pension proportionnelle pour les services, quelle qu'en soit la durée, rendus par eux avant leur entrée dans le corps des inspecteurs ou celui des officiers et maîtres de port et valables pour la retraite sur la caisse des invalides de la marine. Les arrérages de cette pension proportionnelle leur seront rappelés à compter du jour de leur entrée en fonctions comme inspecteur, officier ou maître de port. » — (Adopté).

« Art. 4. — Les articles 5 de la loi du 26 juin 1909 et 28 de la loi du 28 décembre 1908 sont complétés comme il suit :

« Toutefois, quand un inspecteur de la navigation maritime, un officier ou un maître de port est devenu hors d'état de conserver son emploi par suite d'un acte de dévouement dans un intérêt public ou d'une lutte soutenue dans l'exercice de ses fonctions, la rente viagère qui lui est acquise à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse est bonifiée au moyen d'une allocation payée sur les fonds du budget du département de la marine ou du département des travaux publics, jusqu'à concurrence de la moitié de son dernier traitement d'activité.

« Lorsqu'un des fonctionnaires ci-dessus visés est mis, par suite d'un accident de service, dans l'impossibilité de continuer ses fonctions, il reçoit également une allocation complémentaire, dans la limite du produit de la liquidation de ses services comme inspecteur, officier ou maître de port, à raison, pour chaque année de service, de 1/50 de son dernier traitement d'activité, et sans que ce produit puisse être inférieur au 1/6 du traitement.

« Lesdites allocations sont réversibles au profit de la veuve ou des orphelins mineurs, pour les deux tiers, dans le cas d'acte de dévouement ou de lutte, et pour le tiers dans le cas d'accident de service. » — (Adopté).

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

14. — ADOPTION D'UNE PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LA LOI RELATIVE AUX PENSIONS DE LA CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des députés, tendant à modifier les articles 2 et 8 et à compléter les dispositions transitoires de la loi du 14 juillet

1908, concernant les pensions de la caisse des invalides de la marine.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles de la proposition de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Article 1^{er}. — L'article 71 de la loi de finances du 8 avril 1910, qui modifie les paragraphes 1 et 2 de l'article 8 de la loi du 14 juillet 1908, est modifié ainsi qu'il suit :

« Ne sont pas applicables aux veuves d'inscrits maritimes dont le mariage est antérieur au 14 juillet 1908 les dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 8 de la loi du 14 juillet 1908, qui subordonnent le droit à pension de la veuve à la condition que le mariage ait précédé de deux ans soit la concession de la pension du mari, soit la cessation de sa navigation ».

Y a-t-il des observations sur cet article?...
Je le mets aux voix.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Les dispositions transitoires de la loi du 14 juillet 1908 sont complétées par l'article suivant :

« Des rôles de pêche continueront à être délivrés aux gardiens de phare qui en ont bénéficié antérieurement au 14 juillet 1908. » — (Adopté).

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de loi.

(La proposition de loi est adoptée.)

15. — AJOURNEMENT DE LA DISCUSSION D'UNE PROPOSITION DE LOI RELATIVE AUX ALLOCATIONS

M. le président. L'ordre du jour appellerait la 1^{re} délibération sur : 1^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant les allocations aux familles des mobilisés; 2^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant les cas de recours devant la commission supérieure des allocations.

Mais la commission, d'accord avec le Gouvernement, demande l'ajournement à une prochaine séance.

Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi ordonné.

Voix nombreuses. A demain !

16. — RÈGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici, messieurs, quel pourrait être l'ordre du jour de notre prochaine séance :

A trois heures et demie, réunion dans les bureaux.

Organisation des bureaux.

Nomination des commissions mensuelles, savoir :

Commission des congés (9 membres).

Commission des pétitions (9 membres).

Commission d'intérêt local (9 membres).

Commission d'initiative parlementaire (18 membres).

Nomination d'une commission pour l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant la police des débits de boissons;

Nomination d'une commission pour l'examen : 1^o de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de compléter l'article 2 de la loi du 6 février 1915 autorisant, en cas d'interruption des communications, la modification temporaire : 1^o du ressort territorial et du siège des cours et tribunaux; 2^o des conditions de lieu exigées pour l'accomplissement de certains actes en matière civile et

commerciale; 2^o de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative aux fonctionnaires des cours d'appel et des tribunaux de première instance pendant la durée de la guerre.

Nomination d'une commission pour l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de la convention franco-suédoise, signée à Paris le 31 janvier 1916, pour la protection réciproque, en Chine, des marques de fabrique, brevets, dessins et droits d'auteur;

Nomination d'une commission pour l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative à l'administration provisoire des biens des militaires disparus et à la tutelle provisoire de leurs enfants;

Nomination d'une commission pour l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet l'application aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion de certaines dispositions de la loi du 10 août 1871 sur l'organisation des conseils généraux.

A quatre heures, séance publique :

Discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Louis Martin et un grand nombre de ses collègues, tendant à la création, dans chaque localité, d'un tableau contenant les noms de tous les enfants de la localité tombés au champ d'honneur et à l'établissement d'un livre d'or des municipalités françaises;

Discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Emile Chauvets, tendant à instituer le warrant industriel;

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'émission d'un emprunt en rentes 5 p. 100;

Discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, ayant pour objet : 1^o de dispenser du timbre et de l'enregistrement les pièces produites à l'effet d'obtenir remise ou paiement des objets, sommes et valeurs dépendant des successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite des faits de guerre; 2^o de simplifier les formalités imposées à leurs héritiers en ligne directe et au conjoint; 3^o de dispenser du timbre et de l'enregistrement les testaments faits par des militaires pendant la durée des hostilités;

1^{re} délibération sur : 1^o la proposition de loi de M. T. Stœg, tendant à compléter l'article 904 du Code civil touchant la capacité testamentaire des mineurs; 2^o la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, suspendant pendant la durée de la guerre, l'article 904 du code civil en faveur des mineurs mobilisés et donnant à ceux-ci la liberté testamentaire accordée par la loi aux majeurs de vingt et un an.

S'il n'y a pas d'opposition, messieurs, le Sénat se réunirait demain vendredi 15 septembre, à quatre heures, en séance publique, avec l'ordre du jour qui vient d'être fixé. (Assentiment.)

17. — CONGÉ

M. le président. La commission des congés est d'avis d'accorder à M. Noël un congé d'un mois.

Il n'y a pas d'opposition?...

Le congé est accordé.

Personne ne demande plus la parole?...

La séance est levée.

(La séance est levée à quatre heures quarante-cinq minutes.)

Le Chef par intérim du service de la sténographie du Sénat,

ARMAND POIREL

QUESTIONS ÉCRITES

Application de l'article 80 du règlement, modifié par la résolution du 7 décembre 1911 et ainsi conçu :

« Art. 80. — Tout sénateur peut poser à un ministre des questions écrites ou orales.

« Les questions écrites, sommairement rédigées, sont remises au président du Sénat.

« Dans les huit jours qui suivent leur dépôt, elles doivent être imprimées au Journal officiel avec les réponses faites par les ministres. Elles ne feront pas l'objet d'une publication spéciale.

« Les ministres ont la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre, ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai pour rassembler les éléments de leur réponse... »

1080. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 5 août 1916, par M. Gentilliez, sénateur, demandant à M. le président du conseil quelle suite a été donnée au projet d'instituer une médaille de la reconnaissance française, destinée à récompenser les services rendus à la France pendant les hostilités.

1081. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 10 août 1916, par M. A. Maureau, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre que l'indemnité de séjour au camp, accordée, le 23 mars 1916, aux sous-officiers à solde mensuelle, soit étendue aux sous-officiers à solde journalière, les frais de séjour étant les mêmes pour tous.

1082. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 11 août 1916, par M. Grosdidier, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre quelle sera la situation, après la guerre, d'un adjudant rengagé, ayant 13 ans 1/2 de services, 4 ans de grade d'adjudant, médaille militaire et croix de guerre, versé à la suite de blessures dans le service auxiliaire, et si la circulaire du 27 janvier 1916 intéresse cet adjudant.

1083. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 17 août 1916, par M. Joseph Loubet, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre que tous les sous-officiers affectés à la justice militaire soient admis à la solde mensuelle, les chefs de service devant toucher la solde prévue pour les sous-officiers ayant cinq ans de service et que les commis-greffiers, chefs de service territoriaux, soient nommés au grade d'adjudant prévu pour cette fonction.

1084. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 17 août 1916, par M. Joseph Loubet, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si la relève prévue pour le personnel de la justice militaire s'applique aux sous-officiers de complément présents aux armées depuis le début de la guerre ou seulement aux seuls officiers et adjudants de carrière et pour quoi ?

1085. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 19 août 1916, par M. Forsans, sénateur, demandant à M. le ministre de l'intérieur pourquoi la police de la frontière exige des Français revenant d'Espagne le visa d'un consul, alors qu'aux termes de la circulaire du 30 janvier 1916

(art. 3), le Français rentrant en France doit seulement présenter un passeport ou une pièce d'identité délivrée par un fonctionnaire français qualifié.

1086. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 19 août 1916, par M. Forsans, sénateur, demandant à M. le ministre de l'intérieur en vertu de quel texte ou règlement les Français et étrangers ayant besoin d'un passeport ou visa au consulat de ... sont-ils tenus à une taxe, variant suivant les cas, et quelle en est la destination.

1087. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 19 août 1916, par M. Forsans, sénateur, demandant à M. le ministre de l'intérieur ce qu'il faut entendre, dans la circulaire du 30 janvier 1916, art. 4, par l'expression : « voyageurs qui traversent la France sans s'y arrêter » et si celle-ci vise généralement les voyageurs, français ou étrangers, habitant l'étranger et n'ayant en France ni résidence, ni domicile.

1088. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 21 août 1916, par M. Herriot, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre que la solde mensuelle avec indemnités pour charges de famille, accordée aux sous-officiers qui, en raison de la durée de la guerre, comptent cinq ans de services, soit attribuée également aux caporaux et brigadiers fourriers remplissant les mêmes conditions et remplaçant souvent les sous-officiers.

1089. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 25 août 1916, par M. Hervéy, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre comme suite à la question n° 1079, que soit supprimée la mention « pour la durée de la guerre » dans le décret du 14 septembre 1914 et les décrets de la même époque portant nomination de sous-lieutenants, ce qui permettrait de rectifier une erreur commise et de préciser la prise de rang dans l'ancienneté de grade pour ces officiers.

1090. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 25 août 1916, par M. Ranson, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre que l'indemnité de cherté de vie, supprimée à compter du 1^{er} juillet 1916 pour certaines catégories d'officiers stationnés dans le camp retranché de Paris, soit rétablie uniformément, afin qu'un même traitement soit appliqué à tous les officiers des diverses formations militaires dans une même localité.

1091. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 26 août 1916, par M. Perreau, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre que soient renvoyés dans les dépôts et services auxiliaires les hommes malades, inaptes ou faibles d'esprit, encore affectés à des bataillons d'étapes, et incapables de rendre d'utiles services dans ces formations où il faut leur éviter des travaux de force.

1092. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 26 août 1916, par M. Simonet, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre, comment se concilie la circulaire récente indiquant que seuls

pourront être proposés, pour le grade d'officiers d'administration, les sous-officiers comptables de dépôts de prisonniers de guerre, de l'armée territoriale et du service armé, avec celle antérieure mentionnant que ces sous-officiers doivent être du service auxiliaire.

1093. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 23 août 1916, par M. de Las Cases, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si la permission hors tour de trois jours, dite de berceau, est accordée aux hommes pères d'enfants nés depuis une permission antérieure au décret du 10 août 1916.

1094. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 6 septembre 1916, par M. Chauveau, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre le nombre des officiers d'administration du cadre actif, nommés à titre définitif, du service de santé, affectés actuellement aux brancardiers divisionnaires, aux ambulances divisionnaires, aux ambulances de corps d'armée, aux brancardiers de corps et aux services de l'intérieur.

1095. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 11 septembre 1916, par M. Charles Chabert, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre d'utiliser au mieux les instructeurs de certains centres mitrailleurs appelés au front, et les affectant à des sections de mitrailleuses plutôt qu'à des compagnies d'infanterie.

1096. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 11 septembre 1916, par M. Goy, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si un sous-officier à solde journalière, surveillant auxiliaire dans un pénitencier militaire a droit en outre à l'indemnité de fonction ou si cette indemnité doit cumuler avec le rappel global pour atteindre la même solde qu'au corps.

1097. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 11 septembre 1916, par M. Goy, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si un soldat blessé, en permission, a droit à sa solde pendant la durée d'une maladie contractée chez lui.

1098. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 12 septembre 1916, par M. Rouby, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si les règlements donnant à l'adjudant-chef d'active (cavalerie) rang au commandement d'un peloton, avant l'officier de complément, sont toujours en vigueur.

1099. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 13 septembre 1916, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre que les pères de cinq enfants vivants, dont la femme est internée comme aliénée, comptent avec la classe 1887, et soient mis en sursis d'appel, comme les veufs pères de cinq enfants.

1100. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 13 septembre 1916, par M. Gaudin de Villaine, sénateur

demandant à M. le ministre de la guerre que tous les hommes du service armé de la classe 1917 bénéficient de permissions pour revoir leur famille.

1101. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 13 septembre 1916, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre que les soldats de territoriale ayant leur brevet, soient employés comme conducteurs d'automobiles au front de préférence aux hommes des jeunes classes non instruits ni formés à la conduite automobile.

1102. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 13 septembre 1916, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre d'achever la relève des G. V. C. de la zone des armées.

1103. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 13 septembre 1916, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre que les gendarmes prévôtiaux, ravitaillés dans les mêmes conditions que la troupe, bénéficient de l'indemnité représentative de vivres de 22 centimes et que l'indemnité journalière de 1 fr. 27, due à tous les permissionnaires du front, leur soit versée.

1104. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 septembre 1916, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre que soient maintenus au tableau pour la relève les gendarmes à cheval comptant vingt mois de services, mariés et pères de famille appartenant aux prévôtés de divisions.

1105. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 septembre 1916, par M. Paul Bersez, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre que les sous-officiers retraités, nommés sous-lieutenants de complément à titre temporaire, obtiennent, comme lors de la guerre de 1870; la médaille militaire, puisqu'après la guerre ils sont appelés à reprendre le grade de sous-officiers.

1106. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 septembre 1916, par M. Saint-Germain, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si les permissions ordinaires accordées aux hommes de certains contingents algériens doivent être réduites ou supprimées.

1107. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 septembre 1916, par M. Alexandre Bérard, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre, si les actes de décès dressés dans la zone de l'intérieur doivent indiquer la profession, dans la vie civile, du militaire décédé.

1108. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 septembre 1916, par M. Alexandre Bérard, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si après l'indication des père et mère du défunt les mots « son épouse » ou « sa veuve » doivent figurer dans les actes de décès dressés dans la zone de l'intérieur.

1109. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 septembre 1916, par M. Alexandre Bérard, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si les parents peuvent demander, par voie de rectification administrative, le rétablissement des énonciations visées aux questions 1107 et 1108, ne figurant pas dans un acte de décès dressé aux armées, ainsi que la mention d'une Croix de guerre décernée après la rédaction, mais avant la transcription de l'acte.

1110. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 septembre 1916, par M. Boudenoot, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si un soldat pourvu du B. A. M., peut être changé d'arme.

1111. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 septembre 1916, par M. Boudenoot, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si un soldat, né en 1869, parti pour son service dans la flotte en février 1890, maintenu en congé en 1915 et non versé dans la classe 1889 comme les hommes de son âge, ne doit pas être considéré comme faisant partie de cette classe 1889.

1112. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 septembre 1916, par M. Boudenoot, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si un soldat évacué du front pour maladie contractée au service, réformé temporairement n° 2 ainsi qu'un R. A. T., versé dans le service auxiliaire et renvoyé dans ses foyers, bénéficient des allocations (solde et indemnité de vivres ou allocation journalière spéciale).

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 951, posée, le 25 mai 1916, par M. Hayez, sénateur.

M. Hayez, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si le titulaire d'un congé de réforme n° 1, avec gratification renouvelable, continue à en toucher les arrérages pendant la durée d'un engagement spécial qu'il contracte, ou si le paiement en est suspendu jusqu'à l'expiration de l'engagement spécial.

2^e réponse.

La gratification renouvelable dont les engagés spéciaux peuvent être titulaires se trouve suspendue pendant la durée de leur présence sous les drapeaux.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 988, posée, le 8 juin 1916, par M. Herriot, sénateur.

M. Herriot, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre qu'aux ingénieurs chimistes diplômés des écoles de chimie il soit octroyé une situation identique à celle des étudiants en médecine ou en pharmacie.

Réponse

Les étudiants en médecine et en pharmacie présentent une unité de formation et d'occupations ultérieures qui permet de les régir par des dispositions d'ensemble, au point de vue de leur utilisation pour la dé-

fense nationale. Par contre, les élèves diplômés des écoles de chimie présentent, entre eux, tant par suite de la variété de leur formation première que comme conséquence de la diversité de leurs carrières, des différences, telles qu'il serait bien difficile de les constituer, par un statut commun, en un groupement tant soit peu homogène répondant à une réelle nécessité.

En outre, les étudiants en médecine et en pharmacie se rattachent logiquement aux corps correspondants du service de santé militaire, lesquels possèdent un cadre auxiliaire de la réserve et de l'armée territoriale et ont des besoins presque illimités de personnel de cette catégorie.

Le grade qui leur est conféré ne correspond pas à leurs études, mais surtout à la fonction bien déterminée qu'ils remplissent effectivement.

Les chimistes diplômés, au contraire, ne se rattachent pas à un cadre militaire existant; certaines catégories d'entre eux n'auraient, sans doute, pas d'utilisation pour les besoins de l'armée, et ceux qui sont employés en raison de leurs aptitudes le sont dans des services très variés; beaucoup pourraient sans doute être rapprochés des personnels des corps des poudres, mais ces derniers ne comptent pas, de par leur loi d'organisation, de cadre de complément.

Il ne paraît donc pas opportun d'attribuer aux chimistes, du seul fait de leurs diplômes, des situations militaires spéciales.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 1010, posée, le 15 juin 1916, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre que les auxiliaires, dans un certain régiment d'artillerie, mariés, autorisés à coucher chez eux, et à y prendre leurs repas reçoivent le prêt franc.

2^e réponse.

Le prêt franc est accordé aux hommes du dépôt d'artillerie visé, dans les conditions fixées par les règlements en vigueur.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 1011, posée, le 15 juin 1916, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre que les auxiliaires mariés, infirmiers dans les hôpitaux de C. . . , aient une sortie réglementaire dans la journée.

2^e réponse.

Une sortie réglementaire au cours de la journée ne peut être accordée aux infirmiers des hôpitaux de C. . . mariés, car en raison surtout des permissions agricoles, il ne reste dans les hôpitaux qu'un personnel restreint strictement nécessaire pour assurer le service des salles et les soins à donner aux malades.

Au surplus, tous les infirmiers mariés, lorsqu'ils ne sont pas de garde, couchent chez eux et quittent les hôpitaux chaque soir au plus tard vers dix-huit heures.

Réponse de M. le ministre de la justice à la question écrite n° 1013, posée, le 15 juin 1916, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

M. Gaudin de Villaine, sénateur, de-

mande à M. le ministre de la justice si les intérêts des actionnaires allemands de certaines compagnies françaises ont été mis sous séquestre.

Réponse.

Les instructions de la chancellerie enjoignent aux parquets de requérir la mise sous séquestre des intérêts possédés par des actionnaires allemands dans des sociétés françaises et, conformément à ces instructions, des mesures de séquestre sont prises toutes les fois que pareille situation est révélée.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 1024, posée, le 22 juin 1916, par M. Leblond, sénateur.

M. Leblond, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre quelle loi impose, dans les cahiers des charges spéciales de tous marchés ou fournitures, l'obligation pour le titulaire du marché de justifier du versement au greffe de paix, de la contribution patronale de la retraite ouvrière.

2^e réponse.

Il ne s'agit pas d'une obligation légale, mais d'une stipulation soumise aux adjudicataires, par voie contractuelle, dans l'intérêt des ouvriers.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 1029, posée, le 23 juin 1916, par M. Amic, sénateur.

M. Amic, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si les officiers de complément placés hors cadres après blessures antérieurement à la circulaire du 21 avril 1916 ont droit à la solde d'absence, comme certains officiers d'active ou de complément.

2^e réponse.

D'une manière générale, les officiers de complément ci-dessus visés ont été, antérieurement à la circulaire du 21 avril 1916, placés en congé renouvelable avec solde.

La question de la possibilité de donner un effet rétroactif à cette circulaire est actuellement à l'étude.

Réponse de M. le ministre de l'intérieur à la question écrite n° 1038, posée, le 28 juin 1916, par M. Achille Maureau, sénateur.

M. Maureau, sénateur, demande à M. le ministre de l'intérieur que sa circulaire du 10 novembre 1915, qui concerne l'affichage, dans les communes, du texte des citations à l'ordre de l'armée, soit obéie.

2^e réponse.

M. le ministre de la guerre estime qu'il n'est pas possible, dans les circonstances actuelles, d'imposer aux états-majors et services en campagne, non plus qu'aux commandants de dépôts, la tâche supplémentaire considérable de compléter le texte des citations à l'ordre du jour par l'indication du lieu d'origine et du domicile des militaires récompensés. Il ne saurait donc transmettre le texte des citations au ministre de l'intérieur pour qu'il le fasse parvenir, en vue de l'affichage, aux maires des communes habitées par les intéressés.

Dans ces conditions, le seul moyen pratique de réaliser actuellement l'affichage du plus grand nombre possible de citations à la porte des mairies consiste dans l'invita-

tion adressées par les municipalités aux familles à commuier le texte des citations accordées à leurs membres.

C'est d'ailleurs en ce sens que des instructions ont été données aux préfets les 10 et 19 novembre 1915 et 12 janvier 1916.

Il est spécifié dans ces instructions que l'affichage comprend, non seulement tous les militaires cités à l'ordre de l'armée, mais encore tous ceux qui ont été l'objet de citations donnant droit à l'attribution de la Croix de guerre, et tous ceux qui ont été décorés de la Légion d'honneur et de la médaille militaire.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 1045, posée, le 29 juin 1916, par M. le marquis de Kérouartz, sénateur.

M. le marquis de Kérouartz, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si l'intendance militaire peut appliquer aux locaux affectés à une infirmerie régimentaire le taux fixé pour les cantonnements, alors que les prescriptions ministérielles fixent uniformément l'indemnité à un centime par jour et par mètre superficiel occupé.

Réponse.

L'indemnité à allouer pour l'occupation d'un immeuble par une infirmerie régimentaire doit être basée sur la valeur locative de l'immeuble.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 1049, posée, le 6 juillet 1916, par M. Larère, sénateur.

M. Larère, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si un soldat blessé, infirme, sans ressources, sans famille et incapable de gagner sa vie, peut être envoyé en congé illimité en attendant réforme et pension.

Réponse.

Les militaires atteints de blessures ou d'infirmités leur ouvrant des droits à la pension de retraite ou à la réforme n° 1 bénéficient, après avoir été présentés devant la commission de réforme, d'un congé illimité, en attendant la concession de la pension ou de la gratification pour laquelle ils ont été proposés.

Ceux qui ne peuvent jouir de ce congé dans leurs foyers (militaires sans famille ou dont la famille réside dans une région envahie) sont reçus dans les établissements organisés par l'œuvre d'assistance aux convalescents, où ils se trouvent placés dans des conditions morales et matérielles très satisfaisantes.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 1051, posée, le 8 juillet 1916, par M. Saint-Germain, sénateur.

M. Saint-Germain, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre pourquoi les soldats du contingent algérien mobilisés au Maroc ne peuvent obtenir que des permissions pour Casablanca.

2^e réponse.

Lorsque les nécessités du service l'ont permis, les permissions demandées par les soldats du contingent algérien, mobilisés au Maroc, leur ont été accordées, quel que soit l'endroit où ils ont voulu se rendre, dans les mêmes conditions qu'à tous les militaires mobilisés au Maroc.

Souvent même, au lieu de ne leur accorder que dix jours de permission, ce qui est la règle, on leur en a donné quinze, en raison de l'éloignement de la côte du lieu où ils désiraient se rendre.

Réponse de M. le ministre de l'intérieur à la question écrite n° 1055, posée, le 9 juillet 1916, par M. Paul Bersez, sénateur.

M. Paul Bersez, sénateur, demande à M. le ministre de l'intérieur de concerter des mesures pour que les maires et adjoints mobilisés des départements envahis y soient renvoyés dès la libération de leurs communes.

1^{re} réponse.

Conformément aux dispositions de l'article 80 du règlement du Sénat, le ministre de l'intérieur fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée par M. Paul Bersez, sénateur.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 1056, posée, le 10 juillet 1916, par M. Milan, sénateur.

M. Milan, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre que, dans certains bureaux de la zone des armées, les jeunes secrétaires d'état-major soient, conformément à la loi du 17 août 1915 et à la circulaire n° 7637 du G. Q. G., du 14 octobre 1915, remplacés par des hommes de classes plus anciennes.

1^{re} réponse.

Conformément aux dispositions de l'article 80 du règlement du Sénat, le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée par M. Milan, sénateur.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 1062, posée, le 19 juillet 1916, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre que les hommes du front évacués pour convalescence, n'y perdent pas leur tour pour les permissions.

Réponse.

Réponse négative, étant donné que les permissions et congés de convalescence permettent aux militaires de revoir leur famille, ce qui est l'objet essentiel des permissions réglementaires.

Réponse de M. le ministre de la guerre, à la question écrite n° 1064, posée, le 17 juillet 1916, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre 1^o si un médecin de corps de troupes, depuis un an sur le front, peut être affecté, sur sa demande, à une formation de la zone des armées, 2^o que soit attribué un nombre de points double au point de vue de la relève et pour chaque mois de front aux médecins de la zone de l'avant.

Réponse.

1^o Il est procédé à un roulement entre

les médecins de régiments et ceux qui sont affectés à des ambulances, mais les directeurs du service de santé des armées sont seuls juges des conditions dans lesquelles peut et doit s'effectuer ce roulement;

2° Il n'est pas possible d'attribuer aux médecins servant aux armées une cotation variable d'après leurs affectations.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 1065, posée, le 18 juillet 1916, par M. Vacherie, sénateur.

M. Vacherie, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre que les tours de permission soient observés dans certain régiment d'infanterie actuellement au repos, et que ceux qui ont combattu ne voient pas leur permission reculée par les renforts nouvellement arrivés.

1^{re} réponse.

Conformément aux dispositions de l'article 80 du règlement du Sénat, le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée par M. Vacherie, sénateur.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 1066, posée, le 18 juillet 1916, par M. Paul Bersez, sénateur.

M. Paul Bersez, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre à quelle classe comptent les jeunes gens de la classe 1916 qui, candidats à certaines grandes écoles en 1916, ont bénéficié de la circulaire du 22 décembre 1914.

Réponse.

Ces jeunes gens suivent le sort de la classe 1915, s'ils se sont engagés avant le 1^{er} janvier 1915, et celui de la classe 1916 s'ils se sont engagés en 1915.

Mais cette assimilation ne concerne que leurs obligations dans les réserves; elle n'a pas d'influence sur la durée de leur service actif, qui sera toujours de trois ans (à moins qu'ils n'aient contracté des engagements de quatre ou cinq ans).

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 1067, posée, le 18 juillet 1916, par M. Maurice Faure, sénateur.

M. Maurice Faure, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si un médecin aide-major de complément, dégagé de toute obligation militaire par son âge, maintenu, sur sa demande, et placé hors cadres pour raison de santé, peut servir gratuitement avec son grade, à son lieu de résidence.

Réponse.

Un officier de complément placé hors cadres pour raisons de santé ne peut recevoir un emploi de son grade, même sans solde.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 1068, posée, le 19 juillet 1916, par M. Charles Dupuy, sénateur.

M. Charles Dupuy, sénateur demande à M. le ministre de la guerre que soit réta-

blie l'indemnité de service extraordinaire dans le camp retranché de Paris, brusquement supprimée en ce temps de cherté de vie.

Réponse.

L'honorable sénateur est prié de se reporter à la réponse à la question n° 10918, insérée au *Journal officiel* du 25 juillet 1916, page 1632.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 1069, posée, le 21 juillet 1916, par M. Lebert, sénateur.

M. André Lebert, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre que des permissions soient accordées aux mobilisés dont les fils, précédemment ajournés, vont être incorporés à la suite des derniers conseils de révision.

Réponse.

Il n'est pas possible de donner un tour de faveur à ces militaires sans créer un précédent que pourraient revendiquer d'autres catégories de mobilisés pour des raisons aussi sérieuses.

Réponse de M. le ministre des affaires étrangères, à la question écrite n° 1070, posée, le 20 juillet 1916, par M. Maureau, sénateur.

M. Maureau, sénateur, demande que l'expédition et le trafic des colis de primeurs et fruits destinés aux neutres soient surveillés dans certaines gares.

Réponse.

M. Maureau, sénateur, expose que d'importants envois de fruits frais et de primeurs partent journellement de certaines gares du Sud-Est, à destination de villes suisses où ils ne font que transiter pour être de là dirigés sur l'Allemagne. Il communique, à ce sujet, deux spécimens d'étiquettes accompagnant les emballages en retour qui ne laissent aucun doute sur les villes de départ. L'un de ces spécimens porte la mention Munsingen, l'autre celle de Burgdorf.

Ces deux localités sont situées dans le canton de Berne, en Suisse, la première sur la ligne de Berne à Thun, la seconde sur la ligne de Berne à Bâle. Il ne s'agit donc pas de villes allemandes.

D'autre part, l'exportation des fruits et primeurs n'est autorisée, à destination de Suisse, comme des autres pays neutres, que conformément aux dispositions édictées, le 2 mai, par la direction générale des douanes, c'est-à-dire sur déclaration écrite fournie par l'expéditeur que son acheteur n'est pas sujet ennemi et que la marchandise ne sera pas destinée à être dirigée, ultérieurement, sur pays ennemi.

Il convient enfin de noter que les envois de fruits et primeurs, à destination de la Suisse, ont été sensiblement inférieurs à la normale cette année : 57,598 quintaux pendant les six premiers mois au lieu de 127,662 quintaux en 1913.

Réponse de M. le ministre de la marine, à la question écrite n° 1071, posée, le 22 juillet 1916, par M. Henri Michel, sénateur.

M. Henri Michel, sénateur, demande à M. le ministre de la marine pourquoi, malgré les interdictions des règlements de la guerre et de la marine, des hommes du service auxiliaire de l'armée de terre ont été nommés commissaires de la marine.

Réponse.

L'aptitude au service armé est exigée pour entrer dans le corps du commissariat de la marine (cadre d'activité), mais non pour y obtenir un grade à titre auxiliaire; d'autre part, il n'existe pas de texte interdisant à un homme du service auxiliaire de l'armée de terre de changer de corps et de recevoir une commission d'officier auxiliaire dans l'armée de mer, s'il possède les aptitudes nécessaires pour exercer les fonctions spéciales afférentes à ce grade.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 1072, posée, le 24 juillet 1916, par M. Laurent Thiéry, sénateur.

M. Laurent Thiéry, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre à quelle date un sous-officier, appelé pour trois ans le 15 novembre 1894, envoyé en disponibilité le 20 septembre 1897, puis rappelé à l'activité le 2 août 1914, doit passer à la solde mensuelle.

1^{re} réponse.

Conformément aux dispositions de l'article 80 du règlement du Sénat, le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée par M. Laurent Thiéry, sénateur.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 1072, posée, le 24 juillet 1916, par M. Laurent Thiéry, sénateur.

M. Laurent Thiéry, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre à quelle date un sous-officier, appelé pour trois ans le 15 novembre 1894, envoyé en disponibilité le 20 septembre 1897, puis rappelé à l'activité le 2 août 1914, doit passer à la solde mensuelle.

2^e réponse.

La solde mensuelle est due après deux ans accomplis à partir du jour où l'intéressé a rejoint son corps à la mobilisation.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 1073, posée, le 25 juillet 1916, par M. Bussièrre, sénateur.

M. Bussièrre, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre de compléter la circulaire du 25 mai 1916 sur le paiement par les maîtres ouvriers des salaires des ouvrières, en rappelant que, conformément à l'article 26 de l'instruction du 2 avril 1912, ils ne peuvent en prélever le remboursement sur les prix de main-d'œuvre militaire.

Réponse.

Conformément au désir exprimé par l'honorable sénateur, des instructions vont être données aux services intéressés en vue de préciser la portée des indications contenues dans la circulaire du 25 mai 1916, en ce qui concerne la retribution de la main-d'œuvre féminine employée par les maîtres ouvriers des dépôts des corps de troupes.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 1077, posée, le 27 juillet 1916, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

M. Gaudin de Villaine, sénateur, de-

mande à M. le ministre de la guerre si les gendarmes, étant assimilés au grade de sous-officier dans certaines prévôtés, peuvent porter le galon de sous-officier au lieu de la baraque en laine bleue.

Réponse.

Les chevrons des gendarmes sont en laine ou coton de nuance blanche. Seuls les gradés ont le chevron en argent.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 1078, posée, le 27 juillet 1916, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre que des candidats inscrits au tableau d'avancement depuis 1913 et 1914 soient promus aux grades de brigadier et maréchal des logis.

Réponse.

L'inscription au tableau d'avancement ne constitue pas, pour les hommes de troupe, un droit à l'avancement; elle leur ouvre seulement la possibilité d'être promu.

Comme aucune promotion ne peut avoir lieu qu'en raison de vacance dans les cadres, la promotion d'office de tous les hommes de troupe inscrits au tableau d'avancement depuis 1913 et 1914 est impossible.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 1079, posée, le 28 juillet 1916, par M. Hervey, sénateur.

M. Hervey, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre que soit établie sans conteste, pour toutes les armes, la valeur des décrets antérieurs à 1915 portant nominations d'officiers pour la durée de la guerre, en vue d'une ancienneté certaine pour l'avancement.

Réponse.

L'ancienneté de grade des officiers promus pour la durée de la guerre, par décret ou par décision ministérielle, doit toujours être déterminée, soit par la date même du décret ou de la décision, soit par une date de prise de rang indiquée dans le décret ou la décision.

Le ministre est, d'ailleurs, tout disposé à faire compléter tout décret qui lui serait signalé comme ne remplissant pas les conditions susvisées.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 1081, posée, le 40 août 1916, par M. A. Maureau, sénateur.

M. A. Maureau, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre que l'indemnité de séjour au camp, accordée le 23 mars 1916, aux sous-officiers à solde mensuelle, soit étendue aux sous-officiers à solde journalière, les frais de séjour étant les mêmes pour tous.

Réponse.

Les indemnités prévues en faveur des officiers et sous-officiers à solde mensuelle envoyés dans les camps, ne sont pas applicables aux militaires à solde journalière (sous-officiers compris), qui reçoivent, sur autorisation du général commandant la région, les primes d'alimentation nécessaires à leurs besoins.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 1,082, posée, le 11 août 1916, par M. Grosdidier, sénateur.

M. Grosdidier, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre quelle sera la situation, après la guerre, d'un adjudant rengagé, ayant treize ans et demi de services, quatre ans de grade d'adjudant, médaille militaire et Croix de guerre, versé, à la suite de blessures, dans le service auxiliaire, et si la circulaire du 27 janvier 1916 intéresse cet adjudant.

Réponse.

Si cet adjudant est lié au service jusqu'à quinze ans par un contrat de rengagement en cours, il terminera ce rengagement dans le service auxiliaire après la guerre. Sinon, il doit demander, par application de la circulaire du 24 janvier 1916, à être remis dans le service armé, afin de pouvoir, à la fin des hostilités, contracter le rengagement qui lui est nécessaire pour atteindre quinze ans de services: il sera maintenu comme inapte dans un emploi sédentaire. La circulaire du 24 janvier 1916 a précisément pour objet de permettre aux sous-officiers qui se trouvent dans le cas visé par l'honorable sénateur de ne pas perdre leurs droits à la retraite proportionnelle.

Réponse de M. le ministre de l'intérieur, à la question écrite n° 1085, posée le 19 août 1916, par M. Forsans, sénateur.

M. Forsans, sénateur, demande à M. le ministre de l'intérieur pourquoi la police de la frontière exige des Français revenant d'Espagne le visa d'un consul, alors qu'aux termes de la circulaire du 30 janvier 1916 (art. 3) le Français rentrant en France doit seulement présenter un passeport ou une pièce d'identité délivrée par un fonctionnaire français qualifié.

Réponse.

Aux termes de l'article 7 de l'instruction interministérielle du 30 janvier 1916, le passeport doit être visé à chaque voyage, que ce soit pour entrer en France ou pour en sortir.

Cette prescription a été établie dans un intérêt de sûreté nationale, afin de permettre de contrôler les déplacements des voyageurs qui franchissent plus ou moins fréquemment les frontières.

Réponse de M. le ministre des affaires étrangères à la question écrite n° 1086, posée, le 19 août 1916, par M. Forsans, sénateur.

M. Forsans, sénateur, demande à M. le ministre des affaires étrangères en vertu de quel texte ou règlement les Français et étrangers ayant besoin d'un passeport ou visa au consulat de... sont-ils tenus à une taxe, variant suivant les cas, et quelle en est la destination.

Réponse

Aux termes de l'article 151 du tarif des droits à percevoir dans les chancelleries diplomatiques et consulaires, établi par la loi de finances du 30 juillet 1913, le visa des passeports de Français est soumis à un droit de 5 fr. Ce droit est réduit à 3 fr. pour tout Français immatriculé. Aux termes de l'article 155, le visa des passeports d'étrangers est soumis à une taxe de réciprocité dont le minimum est de 10 fr. Le demi-

droit est applicable à tout étranger justifiant de sa qualité d'ouvrier.

Lorsqu'un même passeport est présenté au visa plusieurs fois dans le cours d'une même année, les divers visas ne donnent lieu qu'à la perception d'une seule taxe. Mais la taxe est due pour tout premier visa d'un passeport, quand même il se serait écoulé moins d'un an depuis l'époque du dernier visa apposé sur le passeport antérieur.

Le produit de la taxe sur les passeports fait partie, comme toutes les taxes perçues par les chancelleries diplomatiques et consulaires, des recettes ordinaires du Trésor.

L'article 35 du décret du 29 décembre 1890 alloue aux agents percepteurs des remises calculées en fin d'année à raison de 5 p. 100 sur le montant des droits de chancelleries perçus par eux.

Aux termes de l'observation 11 du tarif, les actes de la navigation et ceux d'extrême urgence requis en dehors des heures de bureau donnent lieu à la perception, outre la taxe ordinaire, prévue au tarif, d'un droit supplémentaire de vacation dont la quotité est fixée ainsi qu'il suit:

«... Pour les actes et formalités soumis à des droits inférieurs à 20 fr., la surtaxe de vacation sera de la moitié du droit ordinaire du tarif pendant les jours ouvrables et de la totalité de ce droit pendant la nuit, les dimanches et les jours fériés... Les bureaux doivent rester ouverts six heures par jour. Le montant du droit supplémentaire de vacation est alloué à l'agent ou aux agents qui ont effectué, en conformité des dispositions réglementaires, la formalité en dehors des heures de bureau.

Réponse de M. le ministre de l'intérieur à la question écrite n° 1087, posée, le 19 août 1916, par M. Forsans, sénateur.

M. Forsans, sénateur, demande à M. le ministre de l'intérieur ce qu'il faut entendre, dans la circulaire du 30 janvier 1916, art. 4, par l'expression: « voyageurs qui traversent la France sans s'y arrêter », et si celle-ci vise généralement les voyageurs, français ou étrangers, habitant l'étranger et n'ayant en France ni résidence, ni domicile.

Réponse.

L'article 4 de l'instruction du 30 janvier 1916, relative au régime des passeports, spécifie que les voyageurs qui ne font que traverser la France sans s'y arrêter sont astreints à faire viser leur passeport, à la sortie, par l'autorité administrative du port d'embarquement ou de la gare frontière (préfet, sous-préfet ou commissaire spécial).

Cette disposition vise les voyageurs de toutes nationalités qui empruntent le territoire français pour se rendre d'un pays dans un autre, par exemple les personnes allant d'Espagne en Suisse, ou d'Italie en Angleterre, sans dépasser les délais nécessaires en raison de la correspondance des trains ou des heures de départ des bateaux.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 1088, posée, le 24 août 1916, par M. Herriot, sénateur.

M. Herriot, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre que la solde mensuelle avec indemnités pour charges de famille, accordée aux sous-officiers qui, en raison de la durée de la guerre, comptent cinq ans de services, soit attribuée également aux caporaux et brigadiers fourriers remplissant les mêmes conditions et remplaçant souvent les sous-officiers.

Réponse.

Le droit à la solde mensuelle est acquis aux seuls sous-officiers comptant cinq ans révolus de service.

Les caporaux et brigadiers fourriers, qui ne sont pas pourvus d'un emploi de sous-officier ne peuvent prétendre, quelle que soit leur ancienneté, ni à la solde mensuelle, ni aux avantages accessoires à ladite solde.

M. Bonnefoy-Sibour a déposé sur le bureau du Sénat une pétition signée par 253 mères et femmes françaises habitant le département du Gard.

Ordre du jour du vendredi 15 septembre.

A trois heures et demie, réunion dans les bureaux.

Organisation des bureaux.

Nomination des commissions mensuelles, savoir :

Commission des congés (9 membres).

Commission des pétitions (9 membres).

Commission d'intérêt local (9 membres).

Commission d'initiative parlementaire (18 membres).

Nomination d'une commission pour l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant la police des débits de boissons. (N° 259, année 1916.)

Nomination d'une commission pour l'examen : 1° de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de compléter l'article 2 de la loi du 6 février 1915 autorisant, en cas d'interruption des communications, la modification temporaire : 1° du ressort territorial et du siège des cours et tribunaux ; 2° des conditions de lieu exigées pour l'accomplissement de certains actes en matière civile et commerciale. (N° 262, année 1916) ; 2° de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative au fonctionnement des cours d'appel et des tribunaux de première instance pendant la durée de la guerre. (N° 320, année 1916.)

Nomination d'une commission pour l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de la convention franco-suédoise, signée à Paris le 31 janvier 1916, pour la protection réciproque, en Chine, des marques de fabrique, brevets, dessins et droits d'auteur. (N° 298, année 1916.)

Nomination d'une commission pour l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative à l'administration provisoire des biens des militaires disparus et à la tutelle provisoire de leurs enfants. (N° 293, année 1916.)

Nomination d'une commission pour l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet l'application aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion de certaines dispositions de la loi du 10 août 1871, sur l'organisation des conseils généraux. (N° 294, année 1916.)

A quatre heures, séance publique :

Discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Louis Martin et un grand nombre de ses collègues, tendant à la création, dans chaque localité, d'un tableau contenant les noms de tous les enfants de la localité tombés au champ d'honneur et à l'établissement d'un livre d'or des municipalités françaises. (N° 255 et 278, année 1916. — M. Murat, rapporteur.)

Discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Emile Chauvins, tendant à instituer le warrant industriel. (N° 256 et 279, année 1916. — M. Murat, rapporteur.)

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'émission d'un emprunt en rentes 5 p. 100. (N° 336 et 337, année 1917. — M. Emile Aimond, rapporteur. — Urgence déclarée.)

Discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, ayant pour objet : 1° de dispenser du timbre et de l'enregistrement les pièces produites à l'effet d'obtenir remise ou paiement des objets, sommes et valeurs dépendant des successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite de faits de guerre ; 2° de simplifier les formalités imposées à leurs héritiers en ligne directe et au conjoint ; 3° de dispenser du timbre et de l'enregistrement les testaments faits par des militaires pendant la durée des hostilités. (N° 448, année 1915, 27, 153 et 225, année 1916. — M. G. Chastenet, rapporteur. — Urgence déclarée.)

1^{re} délibération sur : 1° la proposition de loi de M. T. Steeg, tendant à compléter l'article 904 du code civil touchant la capacité testamentaire des mineurs ; 2° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, suspendant, pendant la durée de la guerre, l'article 904 du code civil en faveur des mineurs mobilisés, et donnant à ceux-ci la liberté testamentaire accordée par la loi aux majeurs de vingt et un ans. (N° 89 et 267, année 1915 ; 22 et 206, année 1916. — M. Goirand, rapporteur.)

Bureaux du jeudi 14 septembre.**1^{er} bureau.**

MM. Aunay (d'), Nièvre. — Baudin (Pierre), Ain. — Beauvisage, Rhône. — Cannac, Aveyron. — Chautemps (Emile), Haute-Savoie. — Combes, Charente-Inférieure. — Delahaye (Dominique), Maine-et-Loire. — Dellestable, Corrèze. — Gouzy, Tarn. — Guingand, Loiret. — Hubert (Lucien), Ardennes. — Huguet, Pas-de-Calais. — Langenhagen (de), Meurthe-et-Moselle. — Limon, Côtes-du-Nord. — Monsservin, Aveyron. — Mougeot, Haute-Marne. — Pédebidou, Hautes-Pyrénées. — Peyrot, Dordogne. — Pontbriand (du Breuil, comte de), Loire-Inférieure. — Regismanset, Seine-et-Marne. — Reynald, Ariège. — Richard, Saône-et-Loire. — Riotteau, Manche. — Rouland, Seine-Inférieure. — Rousé, Somme. — Steeg, Seine. — Thounens, Gironde. — Touron, Aisne. — Tréveneuc (comte de), Côtes-du-Nord. — Vilar (Edouard), Pyrénées-Orientales.

2^e bureau.

MM. Aimond, Seine-et-Oise. — Audiffred, Loire. — Bidault, Indre-et-Loire. — Bonnefoy-Sibour, Gard. — Castillard, Aube. — Charles Dupuy, Haute-Loire. — Chaumié, Lot-et-Garonne. — Codet (Jean), Haute-Vienne. — Decker-David, Gers. — Doumergue (Gaston), Gard. — Estournelles de Constant (d'), Sarthe. — Félix Martin, Saône-et-Loire. — Gauvin, Loir-et-Cher. — Gentilliez, Aisne. — Halgan, Vendée. — Jeanneney, Haute-Saône. — Jouffray, Isère. — Keranflech (de), Côtes-du-Nord. — Larère, Côtes-du-Nord. — Lourties, Landes. — Mascaraud,

Seine. — Ournac, Haute-Garonne. — Pechaud, Cantal. — Saint-Romme, Isère. — Sauvan, Alpes-Maritimes. — Servant, Vienne. — Vacherie, Haute-Vienne. — Vallé, Marne. — Viger, Loiret. — Villiers, Finistère.

3^e bureau.

MM. Aguillon, Deux-Sèvres. — Albert Peyronnet, Allier. — Ainc, Alpes-Maritimes. — Bepmale, Haute-Garonne. — Bienvenu Martin, Yonne. — Bourgeois (Léon), Marne. — Brager de la Ville-Moysan, Ille-et-Vilaine. — Cazeneuve, Rhône. — Charles Chabert, Drôme. — Clemenceau, Var. — Daniel, Mayenne. — Dupont, Oise. — Gavini, Corse. — Gervais, Seine. — Goy, Haute-Savoie. — Guillier, Dordogne. — Lucien Cornet, Yonne. — Maillard, Loire-Inférieure. — Masclé, Bouches-du-Rhône. — Milliard, Eure. — Monfeuillart, Marne. — Mulac, Charente. — Murat, Ardèche. — Philipot, Côte-d'Or. — Poirrier, Seine. — Raymond, Haute-Vienne. — Ribière, Yonne. — Sancel, Gers. — Selves (de), Tarn-et-Garonne. — Vissaguet, Haute-Loire.

4^e bureau.

MM. Aubry, Constantine. — Basire, Manche. — Bussière, Corrèze. — Caperan, Tarn-et-Garonne. — Courcel (baron de), Seine-et-Oise. — Darbot, Haute-Marne. — Defumade, Creuse. — Deloncle (Charles), Seine. — Dubost (Antonin), Isère. — Ermant, Aisne. — Faisans (Basses-Pyrénées). — Freycinet (de), Seine. — Gauthier, Aude. — Girard (Théodore), Deux-Sèvres. — Gomot, Puy-de-Dôme. — Herve, Eure. — Lemarié, Ille-et-Vilaine. — Leygue (Honoré), Haute-Garonne. — Leygue (Raymond), Haute-Garonne. — Lintilhac (Eugène), Cantal. — Martell, Charente. — Martinet, Cher. — Méline, Vosges. — Nègre, Hérault. — Noël, Oise. — Potié (Auguste), Nord. — Riboisière (comte de la), Ille-et-Vilaine. — Riou, Morbihan. — Rivet, Isère. — Vieu, Tarn.

5^e bureau.

MM. Béjarry (de), Vendée. — Bony-Cisterne, Puy-de-Dôme. — Cabart-Danneville, Manche. — Daudé, Lozère. — Debierre, Nord. — Dupuy (Jean), Hautes-Pyrénées. — Fabien-Cesbron, Maine-et-Loire. — Flaissières, Bouches-du-Rhône. — Forsans, Basses-Pyrénées. — Genoux, Haute-Saône. — Guillemaut, Saône-et-Loire. — Jaille (amiral de la), Loire-Inférieure. — La Batut (de), Dordogne. — Las Cases (Emmanuel de), Lozère. — Marcère (de). — Menier (Gaston), Seine-et-Marne. — Mercier (Jules), Haute-Savoie. — Merlet, Maine-et-Loire. — Milan, Savoie. — Mir, Aude. — Penanros (de), Finistère. — Perchet, Basses-Alpes. — Poirson, Seine-et-Oise. — Pontelle, Rhône. — Quesnel, Seine-Inférieure. — Ribot, Pas-de-Calais. — Saint-Germain, Oran. — Saint-Quentin (comte de), Calvados. — Surreaux, Vienne. — Trystram, Nord.

6^e bureau.

MM. Astier, Ardèche. — Baudet (Louis), Eure-et-Loir. — Bérard (Alexandre), Ain. — Bodinier, Maine-et-Loire. — Boivin-Champeaux, Calvados. — Bonnelat, Cher. — Catalogne, Basses-Pyrénées. — Colin (Maurice), Alger. — Dehove, Nord. — Develle (Jules), Meuse. — Empereur, Savoie. — Flandin (Etienne), Inde française. — Fleury (Paul), Orne. — Fortin (Finistère). — Guérin (Eugène), Vaucluse. — Hayez, Nord. — Herriot, Rhône. — Kerouartz (de), Côtes-du-Nord. — Lebert, Sarthe. — Leglos, Indre. —

Martin (Louis), Var. — Mollard, Jura. — Mopis (Ernest), Gironde. — Pérès, Ariège. — Pichon (Stéphen), Jura. — Ratier (Antony), Indre. — Renaudat, Aube. — Rouby, Corrèze. — Séblin, Aisne. — Vidal de Saint-Urbain, Aveyron.

7^e bureau.

MM. Bollet, Ain. — Brindeau, Seine-Inférieure. — Chauveau, Côte-d'Or. — Couyba, Haute-Saône. — Crépin, La Réunion. — Devins, Haute-Loire. — Doumer (Paul), Corse. — Dron (Gustave), Nord. — Elva (comte d'), Mayenne. — Genet, Charente-Inférieure. — Gravin, Savoie. — Humbert (Charles), Meuse. — Jenouvrier, Ille-et-Vilaine. — Jonnart, Pas-de-Calais. — Lattapy, Landes. — Leblond, Seine-Inférieure. — Maurice-Faure, Drôme. — Milliès-Lacroix, Landes. — Ordinaire (Maurice), Doubs. — Pams (Jules), Pyrénées-Orientales. — Perreau, Charente-Inférieure. — Petitjean, Nièvre. — Réveillaud (Eugène), Charente-Inférieure. — Rey (Emile), Lot. — Reymonq, Var. — Sabaterie, Puy-de-Dôme. — Simonet, Creuse. — Trouillot (Georges), Jura. — Vermorel, Rhône.

8^e bureau.

MM. Audren de Kerdel (général), Morbihan. — Barbier, Seine. — Blanc, Hautes-Alpes. — Boucher (Henry), Vosges. — Bourganet, Loire. — Butterlin, Doubs. — Chapuis, Meurthe-et-Moselle. — Delhon, Hérault. — DENOIX, Dordogne. — Destieux-Junca, Gers. — Gérard (Albert), Ardennes. — Grosdidier, Meuse. — Grosjean, Doubs. — Guilloteaux, Morbihan. — Henri Bérenger, Guadeloupe. — Le Roux, Vendée. — Lhopiteau, Eure-et-Loir. — Linouzain-Laplanche, Charente. — Magny, Seine. — Maureau, Vaucluse. — Mercier (général), Loire-Inférieure. — Monnier, Eure. — Paul Strauss, Seine. — Peytral, Bouches-du-Rhône. — Pic-Paris, Indre-et-Loire. — Poulle, Vienne. — Savary, Tarn. — Vinet, Eure-et-Loir. — Viseur, Pas-de-Calais.

9^e bureau.

MM. Alsace (comte d'), prince d'Héhin, Vosges. — Belhomme, Lot-et-Garonne. — Bersez, Nord. — Boudenoot, Pas-de-Calais. — Cauvin (Ernest), Somme. — Chastenot (Guillaume), Gironde. — Chéron (Henry), Calvados. — Cordelet, Sarthe. — Courrégelongue, Gironde. — Crémieux (Fernand), Gard. — Cuvinot, Oise. — Fagot, Ardennes. — Farny, Seine-et-Marne. — Fenoux, Finistère. — Gabrielli, Corse. — Galup, Lot-et-Garonne. — Gaudin de Villaine, Manche. — Goirand, Deux-Sèvres. — Henri-Michel, Basses-Alpes. — Lamarzelle (de), Morbihan. — Le Hérissé, Ille-et-Vilaine. — Loubet (J.), Lot. — Mazière, Creuse. — Morel (Jean), Loire. — Ranson, Seine. — Réal, Loire. — Sarraut (Maurice), Aude. — Thiéry (Laurent), Belfort. — Ville, Allier.

PÉTITIONS

RÉSOLUTIONS des commissions des pétitions 4^e et 5^e de 1916, insérées dans l'annexe au feuilleton n° 47 du jeudi 27 juillet 1916 et devenues définitives aux termes de l'art. 102 du règlement.

« Art. 102. — Tout sénateur, dans le mois

de la distribution du feuilleton, peut demander le rapport en séance publique d'une pétition, quel que soit le classement que la commission lui ait assigné. Sur sa demande, adressée par écrit au président du Sénat, le rapport devra être présenté au Sénat.

« Après l'expiration du délai ci-dessus indiqué, les résolutions de la commission deviennent définitives à l'égard des pétitions qui ne doivent pas être l'objet d'un rapport public, et elles sont mentionnées au *Journal officiel*. »

ANNÉE 1916

QUATRIÈME COMMISSION

(Nommée le 19 mai 1916.)

Pétition n° 53 (du 19 mai 1916). — Un certain nombre de propriétaires et cultivateurs des communes de Bône, Sétif, Biskra, Batna, Tébessa, Saint-Arnaud, Khenchela, Kroubs, Oued-Zénati et Ain-Beïda (Algérie), s'adressent au Sénat pour solliciter la prorogation du moratorium des échéances jusqu'après les hostilités.

M. Leblond, rapporteur.

Rapport. — Les signataires de cette pétition, au nombre d'environ 400, font ressortir la situation particulière dans laquelle la suppression du moratorium en Algérie place les commerçants de la colonie faisant du commerce avec la métropole : obligés de subir les effets du moratorium en France, ils se trouvent dans la nécessité de payer leurs fournisseurs français, alors qu'ils ne le sont pas eux-mêmes par leurs clients de la métropole. Il y a là un fait qui mérite d'attirer l'attention du Gouvernement et la commission conclut au renvoi de cette requête à M. le ministre de la justice. — (Renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.)

Pétition n° 56 (du 24 mai 1916). — M. Prudot, ancien receveur des douanes, à Salau-de-Couffens (Ariège), s'adresse au Sénat pour solliciter sa réintégration comme titulaire ou auxiliaire dans l'administration des douanes.

M. Jules Develle, rapporteur.

Rapport. — La commission conclut au renvoi de cette pétition à l'examen de M. le ministre des finances dont elle appelle la bienveillante attention sur la situation de M. Prudot qui paraît digne d'intérêt. — (Renvoi au ministre des finances.)

Pétition n° 58 (du 28 mai 1916). — M. Potin (Jacques), à Paris, s'adresse au Sénat pour obtenir justice et l'assistance judiciaire.

M. Jules Develle, rapporteur.

Rapport. — La commission conclut au renvoi de cette pétition à l'examen de M. le ministre de la justice. — (Renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.)

Pétition n° 59 (du 28 mai 1916). — Le

nommé Fabre (Emile), détenu à la maison centrale de Nîmes (Gard), s'adresse au Sénat pour obtenir du ministre de la justice l'autorisation de contracter un engagement pour la durée de la guerre.

M. Jules Develle, rapporteur.

Rapport. — La commission conclut au renvoi de cette pétition à l'examen de M. le ministre de la justice. — (Renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.)

Pétition n° 60 (du 2 juin 1916). — M^{me} Legrelle de Ferrer, à Nice (Alpes-Maritimes), au nom de l'alliance féministe française pour l'union sacrée des mères, s'adresse au Sénat pour demander la suppression du privilège des bouilleurs de cru et la réglementation par l'Etat de la vente de l'alcool en gros et en détail.

M. Jules Develle, rapporteur.

Rapport. La commission conclut au renvoi de cette pétition à l'examen de M. le ministre des finances. — (Renvoi au ministre des finances.)

Pétition n° 61 (du 2 juin 1916). — M^{me} Legrelle de Ferrer, à Nice (Alpes-Maritimes), au nom de l'alliance féministe française pour l'union sacrée des mères, présente un ensemble de considérations sur le projet de loi relatif aux pensions et indemnités à servir aux femmes victimes de la guerre.

M. Jules Develle, rapporteur.

Rapport. — La commission conclut au renvoi de cette pétition à l'examen de M. le ministre des finances, en la recommandant à sa bienveillante attention. — (Renvoi au ministre des finances.)

Pétition n° 62 (du 2 juin 1916). — M. Bastet, juge au tribunal de commerce de Lyon, au nom de la ligue populaire des pères et mères de familles nombreuses de France, présente un ensemble de considérations sur le projet de loi concernant les nouveaux impôts.

M. Jules Develle, rapporteur.

Rapport. — La commission conclut au renvoi de cette pétition à l'examen de M. le ministre des finances. — (Renvoi au ministre des finances.)

Pétition n° 67 (Du 30 juin 1916.) — M^{me} veuve Carrière, à Rabelais (Algérie), s'adresse au Sénat pour obtenir l'allocation journalière pour sa fille âgée de 15 ans

M. Jules Develle, rapporteur.

Rapport. — La commission conclut au renvoi de cette pétition à M. le ministre de l'intérieur dont elle appelle la bienveillante attention sur les faits signalés par M^{me} Carrière. — (Renvoi au ministre de l'intérieur.)